Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 octobre 2002
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir,** août 2002 2
  La valeur des permis de bâtir s'est fixée à 4,0 milliards de dollars en août, en légère baisse de 2,1 % par rapport au sommet atteint en juillet. Ce niveau élevé est attribuable au secteur résidentiel qui a continué d'être fort, les intentions de construction dans le secteur non résidentiel s'étant, pour leur part, repliées.

NOUVEAUX PRODUITS 6

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

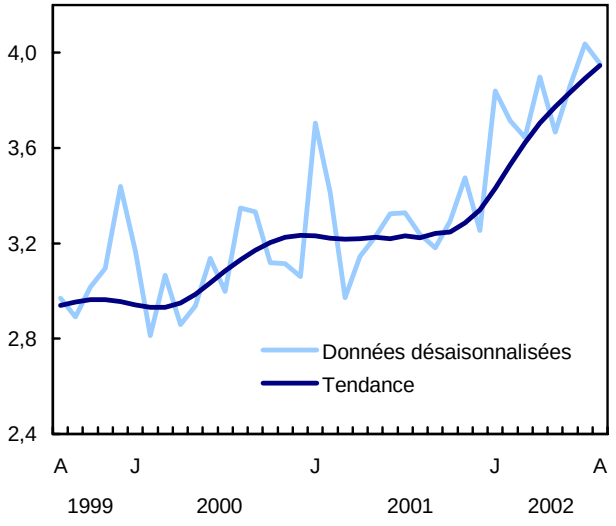
Août 2002

La valeur des permis de bâtir s'est fixée à 4,0 milliards de dollars en août, en légère baisse de 2,1 % par rapport au sommet atteint en juillet. Ce niveau élevé est attribuable au secteur résidentiel qui a continué d'être fort, les intentions de construction dans le secteur non résidentiel s'étant, pour leur part, repliées.

Les municipalités ont délivré pour 2,5 milliards de dollars de permis de construction résidentielle en août, soit 3,7 % de plus qu'en juillet. Ce niveau n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant, soit en avril dernier, lorsque les intentions de construction résidentielle ont atteint 2,7 milliards de dollars. En août, la construction de 19 000 nouveaux logements a été autorisée. Cette vigueur est attribuable à la fois à la composante multifamiliale et à la composante unifamiliale.

La valeur totale des permis est demeurée élevée en août

En milliards de dollars



Entraînée par des diminutions de 10 % et plus qui ont touché les trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle), la valeur des permis de construction non résidentielle a fléchi de 10,9 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars en août. Le repli est toutefois survenu après trois hausses mensuelles consécutives.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

La valeur totale des permis de construction a atteint 30,6 milliards de dollars de janvier à août 2002, en hausse de 16,2 % par rapport à la même période de l'année précédente; en 2001, ce niveau n'avait pas été atteint avant octobre. La croissance impressionnante dans le secteur résidentiel (+35,1 %) a été à l'origine de cette progression, la valeur cumulative des permis de construction non résidentielle étant inférieure de 6,7 % au niveau de 2001.

Dans le sillage d'une forte demande de logements neufs, les régions de Toronto et de Montréal ont affiché la meilleure croissance cumulative (en dollars) parmi les régions métropolitaines. Depuis le début de 2002, 24 des 28 régions métropolitaines ont affiché de meilleurs résultats qu'en 2001 en ce qui a trait à la valeur totale des permis de construction, tandis que toutes les régions ont affiché une croissance au chapitre des permis de construction résidentielle.

Augmentation de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux

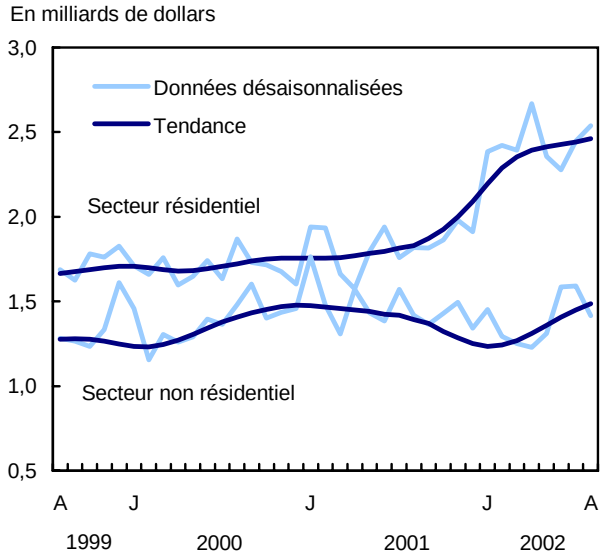
Les intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont augmenté en août. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (qui représentent près de 70,0 % de la composante résidentielle) s'est accrue de 3,8 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 3,3 % pour se situer à 791 millions de dollars, sous la poussée des intentions de construction d'appartements neufs.

Les faibles taux hypothécaires et leurs effets bénéfiques sur l'accès à la propriété, la tendance

à la hausse au chapitre de l'emploi depuis le début de 2002 et les faibles taux d'inoccupation dans plusieurs grands centres sont au nombre des facteurs qui ont contribué à l'accroissement de la demande de logements neufs.

À l'échelon provincial, l'augmentation la plus prononcée (en dollars), et de loin, en août est survenue en Ontario (+12,8 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars), où la construction résidentielle prévue pour la région de Toronto a entraîné la hausse. Par contre, l'Alberta a connu le recul le plus marqué, la valeur des permis de construction résidentielle y étant passée de 427 millions de dollars en juillet à 362 millions de dollars en août, à la suite d'un mois de juillet où les intentions de construction de logements multifamiliaux avaient été élevées.

Les permis résidentiels et non résidentiels ont suivi une trajectoire opposée



De janvier à août, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (+35,0 %) et multifamiliaux (+35,5 %) se situaient bien au-dessus de celle observée au cours de la même période en 2001. Jusqu'ici cette année, 144 000 nouveaux logements ont été autorisés, soit 85 750 logements individuels et 58 250 logements multifamiliaux.

Toutes les provinces et tous les territoires ont connu des augmentations de la valeur des permis de construction résidentielle depuis le début de 2002, et les hausses les plus marquées (en dollars) sont survenues en Ontario et au Québec.

Les replis des trois composantes non résidentielles ralentissent le secteur non résidentiel

La valeur des permis pour le secteur non résidentiel a fléchi de 10,9 % en août, à la suite de trois augmentations mensuelles consécutives.

Après avoir bondi de 25,1 % en juillet, les intentions de construction industrielle ont diminué de 11,9 % en août, sous l'effet d'un recul dans la catégorie des transports. La Colombie-Britannique a affiché le plus fort repli, à la suite d'une progression exceptionnelle enregistrée en juillet.

La valeur des projets de construction commerciale a chuté de 10,6 % et s'est établie à 666 millions de dollars en août. Il s'agit d'une deuxième diminution mensuelle d'affilée. La catégorie des immeubles à bureaux a enregistré la perte la plus considérable, à la suite d'une importante croissance observée en juillet. La plus forte diminution dans cette composante est survenue en Ontario.

La valeur de la composante institutionnelle a fléchi de 10,9 % pour atteindre 474 millions de dollars, ayant été entraînée à la baisse par la catégorie des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux. L'Alberta a accusé le recul le plus marqué, faisant suite à trois progressions mensuelles.

Les industries ont accru leur taux d'utilisation de la capacité pour un deuxième trimestre d'affilée, d'avril à juin, dans la foulée des fortes hausses observées dans le secteur de la fabrication et dans celui de la foresterie et de l'exploitation forestière. Les deux hausses trimestrielles observées au cours de la première moitié de 2002 sont survenues après une série de cinq diminutions consécutives. La reprise de l'utilisation de la capacité pourrait avoir un effet positif sur les intentions de construction industrielle.

En outre, au début de juillet, le secteur manufacturier a fait état de perspectives économiques positives pour le troisième trimestre. Les producteurs ont indiqué que les stocks étaient maîtrisés et que les commandes continuaient de rentrer, selon la dernière Enquête trimestrielle sur les perspectives du monde des affaires.

À l'échelon provincial, l'Alberta a enregistré la plus forte diminution dans le secteur non résidentiel (-26,3 %, valeur totale de 181 millions de dollars), en raison de replis dans la catégorie des usines de fabrication et des projets d'établissements d'enseignement. Par contre, les hausses observées dans les composantes commerciale et institutionnelle ont permis au Québec d'obtenir la plus forte progression.

Des 28 régions métropolitaines de recensement, 16 ont enregistré une baisse mensuelle de la valeur des

permis de construction non résidentielle. Le recul le plus important, et de loin, a été observé dans la région de Toronto, et il s'explique par un repli considérable dans la catégorie des immeubles à bureaux.

De janvier à août, les municipalités ont délivré pour une valeur de 11,1 milliards de dollars de permis pour le secteur non résidentiel, soit 6,7 % de moins qu'à la même période en 2001.

Ce repli important a surtout été attribuable au fléchissement des intentions de construction industrielle (-8,8 %) et commerciale (-11,8 %). Seule la composante institutionnelle (+5,1 %) s'est accrue pour les huit premiers mois de l'année.

Parmi les provinces, la baisse la plus importante a été observée en Colombie-Britannique (-26,3 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars), tandis que l'Ontario enregistrait l'augmentation la plus forte (+4,0 %, valeur totale de 5,1 milliards de dollars).

Données stockées dans CANSIM: tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'août 2002 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 $ / 145 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de septembre 2002 sera diffusé le 6 novembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*clarver@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (*saineti@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir

	Juillet 2002[r]	Août 2002[p]	Juillet à août 2002	Janvier à août 2001	Janvier à août 2002	Janvier-août 2001 à janvier-août 2002
Régions métropolitaines de recensement	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	26,3	17,7	-32,5	124,0	168,2	35,7
Halifax	55,9	28,6	-48,8	219,0	308,8	41,0
Saint John	12,2	8,7	-28,7	56,2	64,4	14,7
Chicoutimi–Jonquière	10,7	11,2	4,3	121,8	112,3	-7,8
Québec	79,7	61,2	-23,3	490,5	472,4	-3,7
Sherbrooke	12,2	18,1	48,2	95,6	148,3	55,1
Trois-Rivières	16,7	17,2	2,7	79,7	107,1	34,5
Montréal	389,4	453,9	16,6	2 750,0	3 077,8	11,9
Hull	60,4	30,3	-49,7	242,0	318,2	31,5
Ottawa	232,1	124,4	-46,4	1 057,4	1 169,6	10,6
Kingston	13,8	31,9	130,7	122,7	195,1	59,0
Oshawa	79,4	89,8	13,2	381,8	486,6	27,4
Toronto	740,2	902,0	21,8	5 566,7	6 024,0	8,2
Hamilton	118,5	115,2	-2,8	583,3	769,5	31,9
St. Catharines–Niagara	25,0	73,5	194,5	252,1	518,3	105,6
Kitchener	96,0	82,3	-14,3	617,3	699,3	13,3
London	62,7	69,4	10,7	476,9	467,7	-1,9
Windsor	59,9	49,3	-17,7	369,0	496,3	34,5
Sudbury	12,0	9,7	-19,0	51,8	100,1	93,3
Thunder Bay	9,5	7,9	-16,7	73,3	135,2	84,4
Winnipeg	38,8	45,1	16,0	295,1	309,7	4,9
Regina	10,7	11,5	6,8	137,2	93,5	-31,8
Saskatoon	28,2	24,6	-12,7	166,8	212,4	27,3
Calgary	246,5	200,3	-18,7	1 477,9	1 800,2	21,8
Edmonton	164,0	178,4	8,7	833,0	1 129,7	35,6
Abbotsford	21,8	10,4	-52,6	102,5	110,7	8,1
Vancouver	267,8	258,5	-3,5	2 102,7	2 269,6	7,9
Victoria	33,7	31,3	-7,1	219,4	296,1	34,9

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir

	Juillet 2002[r]	Août 2002[p]	Juillet à août 2002	Janvier à août 2001	Janvier à août 2002	Janvier-août 2001 à janvier-août 2002
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**4 037,3**	**3 953,4**	**-2,1**	**26 351,4**	**30 617,7**	**16,2**
Résidentiel	2 446,8	2 536,8	3,7	14 422,8	19 486,2	35,1
Non résidentiel	1 590,5	1 416,6	-10,9	11 928,7	11 131,4	-6,7
Terre-Neuve-et-Labrador	51,1	26,9	-47,3	207,0	255,0	23,2
Résidentiel	19,2	20,2	5,3	117,3	157,6	34,3
Non résidentiel	32,0	6,8	-78,8	89,7	97,4	8,6
Île-du-Prince-Édouard	12,1	15,5	28,6	147,7	95,9	-35,1
Résidentiel	7,6	13,2	73,0	43,6	68,2	56,5
Non résidentiel	4,5	2,4	-47,1	104,1	27,6	-73,5
Nouvelle-Écosse	90,7	58,2	-35,8	470,1	576,6	22,7
Résidentiel	54,8	40,0	-27,0	299,1	402,9	34,7
Non résidentiel	35,9	18,2	-49,3	171,0	173,7	1,6
Nouveau-Brunswick	64,2	64,3	0,1	343,2	465,6	35,7
Résidentiel	28,0	32,1	14,6	180,1	273,2	51,6
Non résidentiel	36,2	32,2	-11,1	163,1	192,5	18,0
Québec	745,2	775,1	4,0	4 979,2	5 762,6	15,7
Résidentiel	485,5	480,1	-1,1	2 319,8	3 481,5	50,1
Non résidentiel	259,7	294,9	13,6	2 659,4	2 281,1	-14,2
Ontario	1 786,1	1 896,2	6,2	11 967,2	14 048,3	17,4
Résidentiel	1 065,1	1 201,5	12,8	7 098,3	8 982,5	26,5
Non résidentiel	721,0	694,7	-3,6	4 868,9	5 065,8	4,0
Manitoba	84,8	69,4	-18,1	488,3	607,0	24,3
Résidentiel	36,3	35,2	-2,8	221,4	299,4	35,2
Non résidentiel	48,5	34,2	-29,5	267,0	307,7	15,2
Saskatchewan	60,5	53,6	-11,5	468,8	471,1	0,5
Résidentiel	21,1	28,7	36,0	144,2	173,7	20,5
Non résidentiel	39,4	24,8	-37,0	324,6	297,5	-8,4
Alberta	672,8	543,0	-19,3	3 743,0	4 554,3	21,7
Résidentiel	427,1	361,9	-15,3	2 114,7	3 068,4	45,1
Non résidentiel	245,7	181,1	-26,3	1 628,3	1 485,9	-8,7
Colombie-Britannique	449,9	429,2	-4,6	3 423,6	3 668,0	7,1
Résidentiel	284,4	309,3	8,8	1 846,7	2 506,5	35,7
Non résidentiel	165,5	119,9	-27,6	1 576,9	1 161,4	-26,3
Yukon	3,4	3,6	4,8	41,1	19,3	-53,0
Résidentiel	2,4	1,7	-30,3	11,9	14,2	19,5
Non résidentiel	1,0	1,9	89,2	29,2	5,1	-82,4
Territoires du Nord-Ouest	7,9	11,0	39,3	46,4	58,9	27,1
Résidentiel	6,9	6,4	-8,1	13,7	39,6	189,8
Non résidentiel	0,9	4,6	395,6	32,7	19,3	-41,0
Nunavut	8,6	7,5	-13,1	26,0	35,0	34,4
Résidentiel	8,4	6,6	-22,1	12,1	18,5	52,8
Non résidentiel	0,2	0,9	426,6	13,9	16,5	18,3

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

NOUVEAUX PRODUITS

Produit intérieur brut par industrie, juillet 2002, vol. 16, n° 7
Numéro au catalogue: 15-001-XIF (11 $/110 $).

Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada, vol. 4, n° 1
Numéro au catalogue: 21-006-XIF
(gratuit).

Indices des prix de l'industrie, juillet 2002, vol. 28, n° 7
Numéro au catalogue: 62-011-XPB (22 $/217 $).

Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, juillet 2002, vol. 34, n° 7
Numéro au catalogue: 63-011-XIF (6 $/55 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

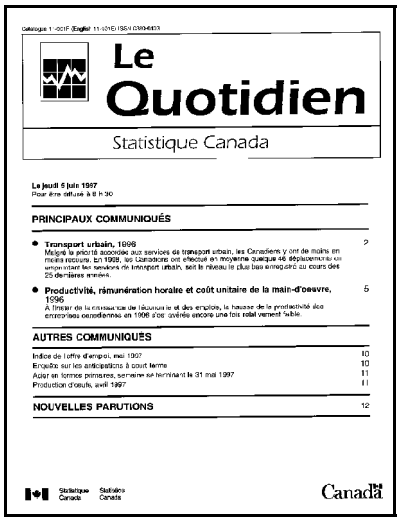
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Nos produits et services,* puis *Publications payantes ($).*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.